

Contrefaçon

Sur le papier, ils promettent de soigner, d'apaiser, de guérir. Mais derrière certains comprimés achetés en ligne se cachent des substances inefficaces, mal dosées, parfois mortelles.

LE TRAFIC DES FAUX MÉDICAMENTS DOPÉ PAR LES PÉNURIES

Par **Nidal Taibi**

En Belgique, le trafic de faux médicaments s'est déplacé sous les radars. Il commence parfois par un clic, aussitôt interrompu par une page Safeonweb, où s'affiche un avertissement: le site est illégal. Depuis début janvier 2025, près de 2.300 consommateurs ont tenté d'accéder à onze sites illégaux redirigés vers une page d'avertissement après l'opération PharmaWatch. Menée de mai 2024 à mars 2025 par l'Inspection économique et l'AFMPS (Agence fédérale des médicaments et des produits de santé), l'enquête a visé 55 cibles, dont 46 sites Web. Près de 45% d'entre eux vendaient des produits considérés comme prioritaires en matière de risque sanitaire: somnifères, psychotropes, anabolisants, agents hormonaux, jusqu'aux produits utilisés pour le suicide assisté. Un quart proposait des antibiotiques; un autre, des médicaments ...

ILLUSTRATION RÉALISÉE PAR UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (CHATGPT®) - CRÉDIT: ROULARTA MEDIA GROUP





Contrefaçon

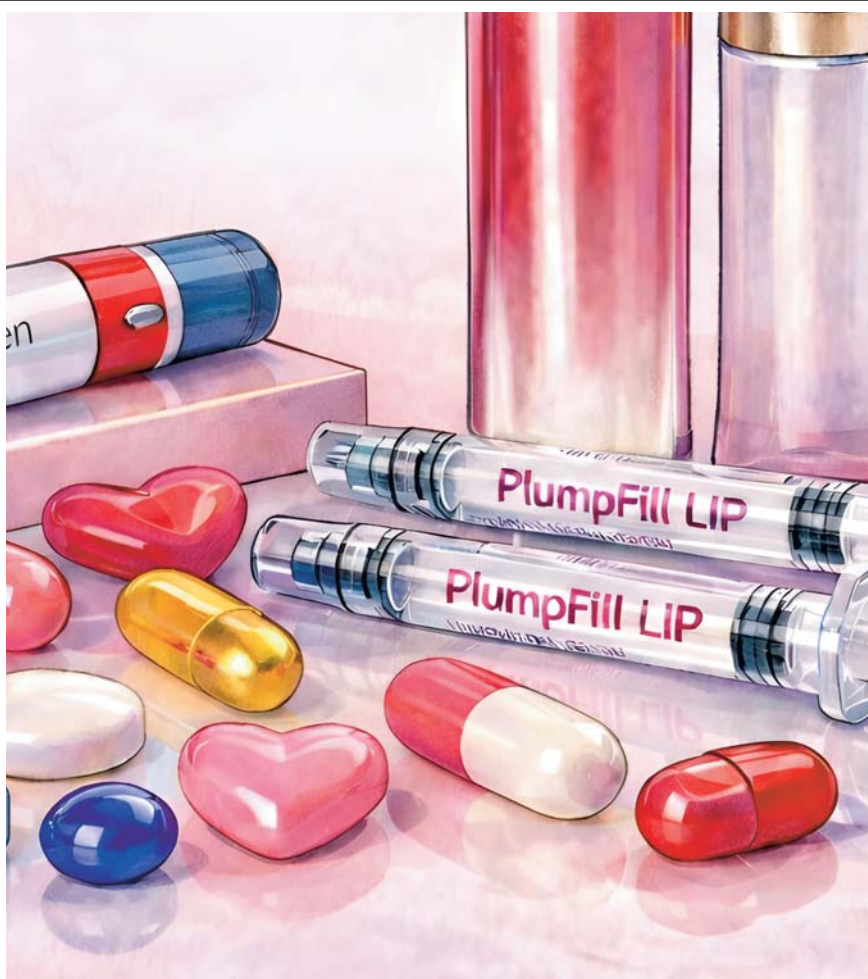
... soumis à prescription, dont des traitements contre la dysfonction érectile.

Le plus révélateur reste sans doute la mécanique économique. Les pertes identifiées par le SPF Economie s'élèvent à environ 1,5 million d'euros, alors que seulement 1% des montants ont été signalés. Neuf numéros de comptes bancaires belges ont été repérés, mais seuls deux titulaires étaient belges. La plupart des propriétaires de sites vivaient aux Pays-Bas. Plusieurs suspects se trouvaient en Russie ou dans une région ukrainienne occupée par la Russie. Le trafic, lui, n'a déjà plus rien de local. «Les consommateurs ne se rendent souvent pas compte qu'ils commandent des médicaments illégaux», avertissait alors Hugues Malonne, administrateur général de l'AFMPS.

Une industrie criminelle qui pense en réseau

Longtemps associé au seul faux Viagra acheté à la dérobée, le marché s'est considérablement élargi. Dans son rapport 2025 sur la criminalité pharmaceutique, Europol décrit un écosystème structuré qui cible désormais des antiépileptiques, des antalgiques, des antiviraux, des antidiabétiques, des substances de dopage, mais aussi certains anticancéreux. Les alertes de l'OMS ont d'ailleurs cessé de ne viser que des produits de «confort»: en 2025, elles ont concerné des lots falsifiés d'Imfinzi, un anticancéreux, puis de Simulect, un immunosuppresseur utilisé en transplantation. Le faux médicament n'est plus un marché de niche, devenant ainsi un portefeuille criminel. L'architecture logistique est désormais soigneusement documentée par l'agence européenne de police criminelle, Europol. L'Asie reste la principale région source des produits pharmaceutiques contrefaits qui entrent dans l'Union européenne. Des matières premières arrivent de plus en plus de Turquie. Des zones franches servent de points de transit. Des laboratoires clandestins, souvent de petite taille, assurent parfois l'assemblage ou le reconditionnement en Europe. La distribution, elle, privilégie les petits colis postaux et les services de courrier. La promotion passe par les réseaux sociaux, les places de marché en ligne, les faux sites imitant l'e-commerce classique et les messageries instantanées, où la vente se déplace hors du champ de vision des autorités.

Pour Marianne Bardant, directrice des affaires juridiques et conformité du Leem (Les entreprises du médicament), syndicat professionnel français du milieu pharmaceutique, le phénomène a changé d'échelle: «C'est désormais le plus grand trafic illégal dans le monde». En effet, l'ampleur du marché et les chiffres donnent le vertige. Entre avril et novembre 2025, l'opération Shield VI, coordonnée par Europol dans 30 pays, a conduit à la poursuite de 3.354 personnes et à l'ouverture de 907 enquêtes. Quarante-trois groupes criminels organisés ont été visés, 66 sites fermés et 33 millions d'euros de produits saisis. Olaf précise que, pour son seul volet douanier,



43%

des 40 échantillons d'antibiotiques saisis en Belgique échouaient à au moins un test critique de contrôle qualité, d'après une étude de Sciensano.



ILLUSTRATION RÉALISÉE PAR UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (CHATGPT) - CRÉDIT: ROUJARTA MEDIA GROUP

plus de 3,1 millions de pilules, 104.000 colis illicites, 23.014 ampoules ou flacons et plus de 1.000 kilos de produits ont été confisqués. A l'échelle mondiale, Pangea XVII, coordonnée par Interpol dans 90 pays, a abouti en 2025 à la saisie de 50,4 millions de doses illicites, à 769 arrestations, au démantèlement de 123 groupes criminels et à la fermeture d'environ 13.000 sites, pages, canaux ou bots servant à vendre ces produits.

La Belgique, terrain d'atterrissage du faux

Les saisies belges dessinent presque un plan de circulation. Pendant Shield V, menée d'avril à novembre 2024, les autorités belges ont saisi 349.386 comprimés et pilules, 5.287 ampoules et flacons, ainsi que 18.075 sachets, sprays et autres emballages. Plus de 1.000 colis contenant des stimulants de l'érection ont été interceptés entre les Pays-Bas et la Belgique; du Botox et des fillers sont apparus, eux aussi, dans les paquets. Le trafic épouse les canaux les plus ordinaires de la circulation européenne. Il ne s'agit pas seulement de faux produits. Il s'agit aussi, de plus en plus, de vrais médicaments détournés du circuit légitime. A Bruxelles, le parquet a annoncé en mai 2025 le démantèlement d'une organisation criminelle qui fabriquait des centaines de fausses ordonnances électroniques pour obtenir des médicaments rares, destinés notamment à des patients atteints de diabète ou de cancer, entièrement remboursés via le tiers payant, avant de les acheminer pour revente à l'étranger.

Europol le souligne lui aussi: la criminalité pharmaceutique passe désormais souvent par la diversion, le vol ou la falsification d'ordonnances, et non plus seulement par la pure contrefaçon. Ce marché prospère sur un terrain déjà fragilisé. En mai 2025, Hugues Malonne alertait sur le fait que 7,6% des médicaments autorisés à la vente étaient indisponibles en Belgique et résumait la logique industrielle en une phrase: «Le jeu du zéro stock met tout le système en danger». A l'échelle européenne, le rapport 2025 du PGEU confirme que la pénurie est devenue structurelle: 96% des pays répondants disent encore subir des ruptures, avec plus de 600 médicaments en pénurie dans plus d'un tiers d'entre eux. Antibiotiques, insulines, agonistes du GLP-1, traitements cardiovasculaires, oncologiques ou du système nerveux sont concernés. Dans ce contexte, le faux médicament trouve une demande déjà préparée: urgence thérapeutique, désir de discrétion, recherche d'amaigrissement rapide, exaspération devant les ruptures. En août 2025, l'AFMPS a mis en garde contre de fausses annonces sur les réseaux sociaux proposant illégalement des analogues du GLP-1 semblables à l'Ozempic, avec usurpation des logos de l'AFMPS, du SPF Santé publique et de l'Inami.

La Belgique n'est pas isolée. En France, après le coma hypoglycémique d'un homme de 33 ans provoqué par du faux Ozempic, la pharmacologue Joëlle

Micallef concluait: «On ne peut pas jouer à la roulette russe avec des médicaments achetés je ne sais où.» Le danger, surtout, est concret. Publiée en février 2026, une étude de Sciensano, l'institut belge de santé publique, et de l'AFMPS portant sur 40 échantillons d'antibiotiques, saisis en Belgique entre début 2024 et fin 2025, montre que près de 43% échouaient à au moins un test critique de contrôle qualité. Trente-cinq pour cent contenaient des molécules classées dans la catégorie «Watch» de l'OMS, et les défauts de dissolution dominaient. Les auteurs soulignent que ces défaillances peuvent réduire l'efficacité du traitement et exposer les bactéries à des doses trop faibles pour les éliminer, nourrissant ainsi la résistance antimicrobienne. Le faux médicament ne tue pas seulement parce qu'il trompe ou intoxique. Il tue aussi parce qu'il traite mal.

Des angles morts toujours béants

Le paradoxe européen tient là. Le circuit légal est plus protégé qu'il ne l'a jamais été. En Belgique, la vente en ligne de médicaments soumis à prescription est interdite. Seuls des sites de pharmacies autorisées peuvent proposer des médicaments non soumis à prescription, identifiables grâce au logo européen commun. Depuis le 9 février 2019, la plupart des médicaments sur prescription dans l'Union doivent, en outre, porter un identifiant unique et un dispositif antieffraction, afin de permettre la vérification de leur authenticité jusqu'au dernier maillon. Le verrou est solide à l'intérieur de la chaîne officielle. Le problème est qu'une part croissante du trafic prospère précisément hors de cette chaîne.

En septembre 2025, l'EMA et les agences nationales du médicament mettaient en garde contre une hausse brutale des médicaments illégaux vendus dans l'Union, en particulier des faux agonistes du GLP-1 promus par des centaines de faux profils Facebook, de publicités et d'annonces e-commerce, souvent hébergés hors de l'UE. L'Europe tente de refermer la brèche en amont. Le 11 mars 2025, la Commission a proposé le Critical Medicines Act pour renforcer l'approvisionnement, diversifier les chaînes de production et soutenir des projets stratégiques. Le Conseil a arrêté sa position le 2 décembre 2025, le Parlement la sienne le 20 janvier 2026, et les trilogues ont commencé en 2026.

En parallèle, le «paquet pharmaceutique» a fait l'objet d'un accord provisoire en décembre 2025, avec des dispositions sur la disponibilité des médicaments et la prévention des pénuries. Au 3 avril 2026, aucun de ces textes n'est toutefois définitivement entré en vigueur. Surtout, ils traitent d'abord la résilience industrielle et l'accès. L'impression qui se dégage des dossiers belges et européens est limpide: cela risque de ne pas suffire à neutraliser les faux sites, les canaux chiffrés, les colis éclatés et les ordonnances piratées. Le marché des médicaments contrefaits prospère là où le soin devient trop rare, trop lent, trop difficile à obtenir, ou trop honteux à demander. C'est dans cet interstice, justement, qu'il s'immisce. ●